

Innovation et emploi européens dans un monde global

(deuxième des quatre conférences-débats organisées durant l'année académique 2006-2007 par l'AESM, sur le thème «Grands défis de la société européenne». Compte rendu par Jean-Marie Mersch (ads 52)



Si nous ne voulons pas que notre petite Belgique et, plus largement, l'Europe presque entière s'engagent toujours davantage sur la pente dangereuse de la récession, voire, pire, de la dépression économique, il est plus que temps qu'elles se réveillent et jettent aux oubliettes de l'histoire quelques-unes de leurs vieilles habitudes pour les troquer sans délai contre l'imagination, l'esprit d'entreprise, l'audace et le goût raisonnable du risque ! C'est la leçon qui est ressortie avec évidence de cette très intéressante conférence-débat qui, sous la houlette attentive et parfaitement informée d'André Sapir, professeur de sciences économiques à l'ULB, titulaire à deux reprises de la Chaire Franqui et modérateur d'un soir,

a, le 21 novembre dernier, réuni, au Théâtre Saint-Michel, les six orateurs suivants: Philippe Busquin, ancien ministre, ex-commissaire européen chargé de la recherche scientifique et député européen, Jean Stéphane, président directeur général de Beecham et président de l'Union wallonne des entreprises, ainsi que messieurs Xavier Dehan, Benoît Bayonnet et Philippe Donnay, qui remplaçaient respectivement les ministres Benoît Cerexhe et Jean-Claude Marcourt ainsi que Rudy Thomaes, ex-administrateur délégué d'Alcatel Bell et actuel administrateur délégué de la FEB, excusés tous trois du fait que l'affaire Volkswagen Forest, qui venait tout juste d'éclater, requérait évidemment leur présence ailleurs.

Fait remarquable et assez rare pour mériter d'être souligné, plutôt qu'à une conférence-débat, on pourrait franchement dire – et c'est peut-être tant mieux – que c'est à une conférence-consensus que nous avons eu droit car tous les intervenants se sont montrés pratiquement d'accord, non seulement sur l'identification des causes réelles – et non imaginaires – des différents maux et handicaps socioéconomiques dont nous souffrons, mais aussi sur les remèdes – non pas fumeux mais réalistes – qu'il importe d'y apporter. Et le meilleur moyen de les trouver, ces remèdes, c'est, selon eux, de tourner nos yeux vers les pays scandinaves et de nous inspirer étroitement de leurs modèles.

Ceci implique d'abord un changement radical d'attitude vis-à-vis de la mondialisation. En effet, si 64 % des Belges et 72 % des Français la considèrent comme une menace, 65 % des Suédois et près de 80 % des Danois trouvent au contraire qu'elle est une chance et ils ne se privent du reste pas d'en tenir sérieusement compte dans la gestion de leur économie, dont chaque jour nous prouve qu'elle est largement plus florissante que celle de la Belgique et de la France.

Autre différence notable avec nos voisins du Nord qui explique aussi leur plus haut degré de prospérité: si notre pays consacre 3,2 % de son PIB à la recherche et au développement, ce qui le classe près de la modeste moyenne européenne,





Le Danemark y consacre 4,3 % et la Suède, 5,5 %, c.-à-d. autant que les Etats-Unis ! Notre avenir et celui de l'Europe est donc tracé: il nous faut augmenter considérablement ce pourcentage car tout porte à croire que ce sera une sérieuse chance, sinon de nous hausser au niveau de ces champions, au moins de rattraper une grande partie de notre retard sur eux. Mais comment y parvenir? D'abord, en convainquant les pouvoirs publics et privés de débloquent les crédits nécessaires. Ensuite, en comprenant – et ce n'est qu'un exemple parmi beaucoup d'autres – qu'étant donné que le niveau moyen des salaires hongrois se situe entre 15 et 18 % du nôtre, il serait erroné de croire que nous produirons encore beaucoup de biens et services à faible valeur ajoutée, tout au moins à moyenne et même à brève échéance. En revanche, ce que nous pouvons – et devons – faire, c'est nous orienter vers la création et le développement d'industries à haute valeur ajoutée, d'autant que nous sommes aujourd'hui trop bas dans ce domaine.



Une autre recette qui contribue à faire la fortune des pays scandinaves – auxquels il faut ajouter la Grande-Bretagne et l'Irlande, devenue, on le sait, en quelques années à peine un des pays les plus riches d'Europe, sans parler, bien sûr, des Etats-Unis – , c'est la coopération étroite et suivie qu'ils ont établie de longue date entre l'industrie et l'université. En Finlande, par exemple, 55 % des entreprises collaborent activement avec les établissements d'enseignement supérieur et ils bénéficient de la sorte directement de la recherche de pointe qu'on y pratique. Sur ce plan-là aussi, avec une moyenne cinq fois plus faible, l'Europe est à la traîne. Dès lors, une réforme en profondeur de nos habitudes s'impose avec évidence. Et le plus tôt sera le mieux.

Parallèlement à cela, pour ce qui concerne le choix des études, il est en outre urgent de faire comprendre à nos jeunes – comme on s'y emploie du reste activement en Allemagne – qu'il est plus que jamais essentiel pour assurer l'avenir du pays et donc fatalement aussi le leur, de porter plus d'attention aux matières scientifiques au lieu de les bouder, comme ils le font aujourd'hui trop souvent.



Se référant toujours à l'exemple des pays scandinaves, les orateurs ont encore signalé que leur réussite tenait aussi, d'une part, au fait que la flexibilité professionnelle était loin d'avoir à leurs yeux tous les défauts que nous lui attribuons généralement et, d'autre part, qu'ils étaient loin de se méfier, comme nous, (de la pratique) du capital à risque: les Finlandais y ont, en effet, recours trois fois plus que nous, les Suédois, cinq fois et les Danois, six fois !

Deux réformes, enfin, devraient également contribuer à une sérieuse amélioration de notre situation économique. Il faudrait d'abord que l'Etat fédéral et les régions simplifient et, surtout, harmonisent leurs législations respectives, sans oublier de mettre aussi une solide sourdine à leurs tracasseries administratives. Ensuite – et c'est encore nettement plus important – il faut que les membres de l'Union se décident à mettre en oeuvre le «processus de Lisbonne» qui prévoit la création d'un espace européen de la recherche et que, concrètement, tous les Etats inscrivent de plus en plus leurs activités dans cette perspective et même, au-delà, dans une perspective mondiale. C'est comme cela que nous pourrions nous mesurer efficacement avec, entre autres, la Chine et l'Inde. Mais il est urgent de réaliser cet objectif car ces derniers ne nous attendront pas !